Le procès de la « kebab connection »

Prison ferme et lourdes amendes requises en correctionnelle à Draguignan, contre neuf entrepreneurs turcs de l'est varois, poursuivis pour avoir fait travailler clandestinement des ressortissants kurdes et les avoir hébergés dans des conditions indignes

Le dossier de travail clandestin, qui a mobilisé hier le tribunal correctionnel de Draguignan pendant plus de huit heures, est emblématique des nouveaux moyens dont la justice s'est dotée, avec les groupements d'investigations et de recherches, pour réaliser des enquêtes particulièrement complexes.

Le procureur M. Michel Raffin a expliqué comment, à la suite d'informations parvenues aux services de police de Fréjus et Saint-Raphaël, une enquête a été ouverte en octobre 2002 sur un réseau de travail dissimulé et de marchands de sommeil dans la communauté turco-kurde de l'est varois.

Cette enquête préliminaire a duré seize mois et a rassemblé jusqu'à 200 fonctionnaires de tous les corps de l'Etat : policiers, polices municipales, agents de l'Urssaf, de la direction du travail, des services de l'hygiène, des tribunaux de commerce.

Une quarantaine de clandestins

Les surveillances et filatures ont mis en évidence les activités de cinq entreprises du bâtiment, qui faisaient parfois aussi dans la restauration rapide du type " kebab " à Fréjus, Saint-Raphaël et au Muy. Toutes étaient impliquées, en 2003 et début 2004, dans l'emploi irrégulier et dans l'hébergement, dans des lieux précaires et indignes de la condition humaine, de travailleurs d'origine kurdes, pas toujours titulaires d'un titre de séjour, mais tous démunis d'une autorisation de travail.

Neuf adresses ont été ainsi identifiées, principalement à Saint-Raphaël, mais aussi à Fréjus

et Draguignan, où pour 150 € par mois les clandestins s'entassaient de quatre à six dans un deux pièces ou dans le sous-sol d'une boutique, avec pour seuls meubles des matelas par terre et une télé. Quant aux sanitaires, on était loin des légendaires bains turcs.

Ces clandestins — on en a identifié une quarantaine — étaient conduits par les prévenus et leurs entreprises sur des chantiers à La Tour de Mare, Boulouris, Les Issambres, Sainte-Maxime et Lorgues. Ils y travaillaient pour des salaires de 40 à 75 € par jour, payés en liquide.

Serviables, mais enrichis

La plupart des neuf entrepreneurs — Ilhan Gurbuz, Ali Gun, Yusuf Aksoy, les frères Niyazi et Fevzi Akyuz et Celal Yalcin, de Fréjus, Ali Kahraman, de Saint-Raphaël, Burhanettin Bektas, du Muy et Muzaffer Cinar, de Draguignan — qui comparaissent hier ont nié ces charges, estimant qu'ils n'avaient fait que rendre service à des compatriotes dans le dénuement, qui avaient besoin de gagner un peu d'argent pour payer leur billet de retour pour la Turquie.

L'accusation estimait quant à elle que l'on n'était pas loin d'une bande organisée, mais que tous s'étaient enrichis dans cette économie souterraine, en profitant de la vulnérabilité et de la dépendance de ceux qu'ils hébergeaient.

Les plaidoiries se poursuivaient hier soir à l'heure où nous mettions sous presse. Le jugement sera sans doute mis en délibéré. Nous y reviendrons.

G. D.